

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 50 (1970)
Heft: 2: Au-delà de l'économie

Artikel: Au-delà... ou en marge de l'économie?
Autor: Schaller, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-887926>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AU-DELÀ... OU EN MARGE DE L'ÉCONOMIE?

par François SCHALLER

A l'époque historique où, pour la première fois, l'homme est allé au-delà de la Terre, il ne devrait pas lui être plus difficile, semble-t-il, d'aller au-delà de l'économie. Reconnaissons qu'une telle invitation est pleine de promesses, d'autant plus séduisantes d'ailleurs qu'elles sont plus vagues. Il nous est permis, en effet, de charger ce futur de toutes les significations agréables à nos yeux. Au-delà de l'économie, c'est, comme l'écrit Marcuse, « être libéré de l'économie, de la contrainte exercée par les forces et les rapports économiques, être libéré de la lutte quotidienne pour l'existence, ne plus être obligé de gagner sa vie ».

D'autres, moins ambitieux, ne verront dans cet au-delà qu'une répartition plus équitable des biens et des services; plus équitable, c'est-à-dire plus profitable à eux-mêmes, car l'équité, en économie, est la notion la plus subjective qui soit. Ils ne refuseront pas le travail, ni la contrainte qu'il implique nécessairement, estimant toutefois qu'il serait beaucoup plus conforme à la justice sociale d'établir un rapport direct entre les besoins qu'ils éprouvent et le pouvoir d'achat qui leur est accordé, plutôt qu'entre celui-ci et la valeur du travail qu'ils accomplissent.

D'autres encore s'indignent de la place qu'occupe l'économie dans les pays développés, où les biens les plus utiles (à leur goût) sont trop rares et presque toujours trop chers, alors que les objets qu'ils jugent parfaitement inutiles, ou même nuisibles, tentent le consommateur et inondent le marché. Au-delà de l'économie signifie pour eux le rejet de la société de consommation, le début d'une ère où l'homme connaîtra une existence enfin humaine, désaliénée, affranchie, libre en un mot, et bien entendu parfaitement heureuse.

Il me souvient de la surprise que j'avais éprouvée, il y a bien des années, à la lecture des ouvrages les plus originaux de la première moitié du siècle dernier, ceux de Charles

Fourier, de Robert Owen et de certains disciples de Saint-Simon en particulier. Mon étonnement juvénile avait moins pour cause les propos bizarres tenus dans ces publications, que le succès notoire, connu de chacun, qu'elles avaient rencontré à l'époque. Ce succès, je ne suis jamais parvenu à me l'expliquer. Aujourd'hui, je me demande si nous ne sommes pas, une fois de plus, au seuil d'une époque où la fantaisie explose, contestant tous leurs droits au bon sens, à la logique, à la raison. Le grand perdant de notre temps me paraît être René Descartes. Il semble condamné à subir une nouvelle éclipse, dont il reste à observer la durée et surtout à expliquer la périodicité.

Mieux que quiconque, l'économiste est pourtant préparé à envisager ce dépassement de l'économie. En effet, l'économie politique est une des rares sciences dont le but est de tendre à l'avènement d'une situation qui supprimerait jusqu'à la raison d'être de cette discipline. L'accroissement des richesses, la chute progressive des utilités onéreuses dans le domaine de la gratuité — que décrivait déjà Frédéric Bastiat en 1848 — ce rétrécissement continu des valeurs au profit de la richesse annoncent, à la limite, un monde à peu près totalement affranchi d'une trop grande sujétion matérielle. Ce monde serait nécessairement structuré de façon bien différente du nôtre. Il n'est pas absolument utopique d'en entrevoir la possibilité dans un avenir encore lointain, et compte tenu des développements apparemment sans limites des techniques modernes. Le péril n'est donc pas dans la vision de cet au-delà de l'économie. Il est davantage dans la conviction ancrée en certains jeunes ou moins jeunes esprits que les conditions objectives sont actuellement réunies qui permettent, si nous le voulons, d'assurer ce dépassement de l'ère économique. Alors que les deux tiers de l'humanité souffrent encore de la faim et ne peuvent satisfaire les besoins que nous considérons en Occident comme les plus élémentaires, alors qu'au milieu de nous se trouvent des millions d'êtres qui n'aspirent qu'à l'amélio-

ration d'une condition matérielle encore relativement modeste, il est parfaitement utopique de se préoccuper de l'ère post-économique. Les tâches spécifiquement économiques qui nous attendent suffiront largement à occuper notre génération, celle qui lui succédera et bien d'autres encore. Ceci d'autant plus que la croissance de la production sera beaucoup moins facile à l'avenir — on le constate à présent déjà — qu'elle ne le fut dans le passé. Non point qu'il y ait lieu de craindre un ralentissement dans le rythme du progrès technique; c'est tout le problème des nuisances qu'il faudrait évoquer. Des biens jusqu'alors gratuits ou presque (l'eau, l'air, le silence, les zones de verdure, les voies d'accès, etc.) deviennent singulièrement onéreux. L'évolution est ici inverse de celle qui se poursuit dans les biens industriels; la valeur s'accroît au lieu de se réduire. L'ampleur prise par ce problème est telle qu'il y a tout lieu de prévoir un sérieux effet de freinage sur la croissance de nos économies au cours de ces prochaines décennies. Voilà qui n'est pas de nature à hâter l'heure à laquelle nos sociétés déboucheront sur l'au-delà de l'économie.

*
*
*

Encore conviendrait-il de définir, évidemment, les caractères de cette économie que d'aucuns prétendent dépasser. Il eût même été sage de commencer par prendre cette précaution afin d'éviter tout malentendu. Si cette expression signifie qu'il est urgent de protéger les biens naturels, d'éviter qu'ils soient saccagés pour notre plus grand malheur à tous, l'année 1970, placée précisément sous le signe de la protection de la nature, atteste notre volonté commune d'agir en ce sens. S'il s'agit d'éviter les excès, d'interdire la pollution de l'air et de l'eau, de s'opposer au bruit, la question ne soulèvera pas grands débats; de telles contraintes imposées à l'industrie sont d'ailleurs la plus sûre manière d'orienter et de hâter la recherche scientifique dans une direction très conforme à l'intérêt général. Semblables astreintes ne se distinguent des servitudes anciennes que par leur sévérité. La différence est quantitative, et non qualitative. A aucune époque l'industrie n'a eu loisir, en Europe, de s'installer où bon lui semblait et dans n'importe quel site. Étendre le domaine des exigences à l'égard des cellules de production, réglementer le travail, sa durée, sa sécurité, ses conditions générales, tout cela n'est pas projeter notre civilisation au-delà de l'économie. On pourrait même imaginer qu'une administration tracassière finisse par compliquer à plaisir la tâche de l'entrepreneur : on découragerait l'économie sans parvenir néanmoins à la dépasser.

Le seuil se situe ailleurs, sur un autre plan. Nous ne serons vraiment plongés dans un au-delà de l'économie qu'au moment où nous n'éprouverons plus nous-mêmes, en notre for intérieur, le besoin pressant de conformer notre activité productrice aux lois de la rationalité la plus parfaite possible.

C'est là un très vieil enseignement; il semble toutefois qu'il soit plus nécessaire de le rappeler à notre époque qu'en aucune autre.

En effet, ce que nous avons coutume d'appeler l'économie n'est finalement pas autre chose que le comportement de cet être, à la fois égoïste et rationnel, qu'est l'homme. Égoïste, il l'est par nature, en ce sens qu'il préfère en général soigner ses intérêts plutôt que ceux des autres. C'est là un aspect de notre caractère dont les philosophes, et Adam Smith en particulier, se sont déjà beaucoup occupés. Rationnel, l'individu l'est par nécessité. Les besoins qu'il éprouve sont innombrables. Les moyens dont il dispose (force de travail, capital, agents naturels) sont toujours limités. L'action de l'individu est économique chaque fois — c'est-à-dire presque toujours — qu'il utilise des moyens de production rares, non pas au hasard, mais de façon à obtenir la création du maximum de valeur nouvelle. Toute son activité, dans la production, se ramène donc à cette préoccupation constante : obtenir, par la consommation de facteurs de la production, une valeur nouvelle aussi élevée que possible et en tout cas supérieure à celle que représentaient les facteurs consommés. La différence est ce qu'on nomme communément le profit.

Si l'individu ne remplit pas cette condition, il s'assurera une satisfaction moindre de ses besoins. Son comportement n'est ainsi pas rationnel. On dira qu'il n'est pas économique, car c'est à ce comportement que se réduit la dimension de l'économie, ni plus ni moins. Une société qui se situerait au-delà de l'économie serait composée d'individus totalement affranchis de la préoccupation de rationalité. Par définition, cette société donnerait ainsi naissance à une production de valeur globale inférieure, compte tenu d'un coût de facteurs constant. En termes économiques, on dirait que le gaspillage est généralisé. Il est toutefois évident que la notion même de gaspillage est vidée de toute signification dans une hypothèse très précise : l'abondance absolue — et donc la valeur nulle — des facteurs de production utilisés. Une telle hypothèse est pour l'instant dépourvue de toute vraisemblance. Elle le demeurera, peut-être, jusqu'à la fin des temps. Dépasser l'économie n'a donc pas d'autre signification, au sens strict, et dans l'état actuel de notre civilisation, qu'une réduction du niveau moyen de la satisfaction de nos besoins. Il n'est possible d'affirmer le contraire sans se moquer du sens des mots.

*
*
*

Je sais que de tels propos susciteront d'autant plus l'indignation de contradicteurs au cœur généreux qu'il s'agit de vérités élémentaires, tombant sous le sens commun. Encore faut-il, pour les reconnaître, faire preuve d'une certaine disponibilité d'esprit à l'égard des évidences.

En toute bonne foi, on ne manquera pas de me faire observer, par exemple, que l'ère économique serait réellement dépassée si, au lieu de travailler pour le profit (et donc pour le maximum de valeur), les forces de production étaient consacrées à la satisfaction des besoins les plus légitimes, les plus dignes d'intérêt, les plus nobles, les plus humains. En d'autres termes, se porter au-delà de l'économie signifierait, en référence à un argument de la critique traditionnelle, renoncer à produire pour la seule satisfaction de la demande solvable, et se préoccuper non moins d'une demande insolvable qui mérite autant de considération.

Semblable exigence présente toutes les apparences du bon sens et de l'équité. Si, en vérité, elle ne dissimulait pas plus de maux qu'elle n'en paraît vouloir guérir, satisfaction lui aurait été donnée depuis très longtemps. Il convient de soulever ici au moins trois objections.

En premier lieu, l'action du producteur n'étant plus dirigée par la recherche du profit, par quoi le serait-elle ? Par le souci du bien commun, nous dit-on. Soit, mais qui en sera juge ? Quel arbitre, ou plutôt quel tyran décidera en toute souveraineté des besoins éprouvés par moi-même et qui méritent d'être satisfaits, se refusant à prendre les autres en considération ? Peut-on seulement imaginer qu'une société moderne se plierait, en l'absence de circonstances exceptionnelles (de guerre, par exemple) à une telle contrainte, et renoncerait à satisfaire ses besoins en fonction de ses goûts ?

Ensuite, il faut rappeler que les multiples aspects de la politique fiscale assurent, à notre époque, une redistribution assez large des revenus. Celle-ci est souvent poussée jusqu'à la limite au-delà de laquelle les individus seraient privés de toute incitation à produire. Une telle redistribution des revenus n'a pas d'autre but que de permettre aux moins favorisés, aux moins doués et aux moins actifs de satisfaire néanmoins un plus grand nombre de besoins que ne le leur permettrait une rémunération modeste. Ce résultat peut être obtenu sans nuire à l'optimum de production, dans la mesure où le prélèvement fiscal ne décourage pas

l'effort de rationalité que le producteur de biens ou de services accomplit en permanence. On sait par expérience qu'un tel effort est plus conforme au bien commun que toutes les mesures arbitraires adoptées par ailleurs. La comparaison des niveaux de vie entre les populations qui ont fourni cet effort de rationalité et celles qui ne s'y sont pas encore soumises en témoigne abondamment.

Enfin, quiconque a exercé une responsabilité dans la direction d'une entreprise moderne sait que tout producteur se soucie au moins autant de la demande insolvable, donc virtuelle, que de la demande solvable. En effet, la pression exercée sur lui par le progrès technique le contraint à l'accroissement constant du volume de ses ventes s'il veut maintenir, et si possible augmenter son profit. Il ne pourra donc écouler davantage de produits que dans la mesure où le nombre de ses clients s'élèvera. La seule possibilité qui lui est laissée d'élargir ses débouchés est de transformer continuellement des demandes insolubles en demandes solvables. Il peut y parvenir par la baisse du prix réel, dictée souvent moins par l'effet de la concurrence que par l'adoption des techniques nouvelles et, en dernière analyse, par la poursuite du gain maximum.

On a certes raison de rappeler constamment que l'économie est un moyen, et non une fin. Elle ne sera jamais que le moyen d'atteindre la fin, c'est-à-dire un plus large épanouissement de la personnalité humaine. Les plus grands problèmes qui se posent à l'homme, du moins dans une société évoluée, ne sont plus de nature économique, grâce à l'extraordinaire développement de nos possibilités de production au cours de ces dernières décennies. Il n'en faut pas moins craindre l'équivoque de certaines formules, trop lapidaires pour ne pas se prêter aux interprétations parfois les plus dangereuses. Ce n'est pas tant d'un hypothétique « au-delà de l'économie » qu'il convient de nous préoccuper aujourd'hui. Il serait beaucoup plus utile, et il est certainement beaucoup plus urgent de nous soucier de ce que nous devons favoriser, développer et construire « en marge de l'économie ». C'est évidemment très différent.